
LE POINT DU JOUR,

O U

*RÉSULTAT de ce qui s'est passé la veille à
l'Assemblée Nationale.*

N^o. L V I.

Du Mardi 18 Août 1789.

A l'ouverture de la séance, M. Chapelier en quittant la place de président, a fait un discours dans lequel il a parlé de l'arrêté de la nuit du 4, comme d'un grand pacte de famille formé au milieu des orages de la liberté. M. de Clermont-tonnerre, élu à sa place, a été aussi simple que modeste dans sa réponse; il a dit, entr'autres choses, que si son élection lui imposoit de grands devoirs, ses prédécesseurs lui avoient donné de grands exemples.

Il a ensuite fait part à l'assemblée de plusieurs déclarations ou ordonnances du roi qui lui avoient été adressées par M. le garde-des-sceaux. Une du 10 de ce mois pour le rétablissement de l'ordre dans le royaume.

La seconde pour enjoindre aux troupes de donner main-forte aux milices bourgeoises, & de prêter serment en présence des officiers civils ou municipaux. Une autre du 14, portant amnistie pour les déserteurs de terre & de mer, à condition qu'ils seront rentrés sous leurs drapeaux d'ici au premier d'octobre prochain. Une enfin pour la délivrance des prisonniers pour fait de chasse. On a lu ensuite une

Q

lettre du roi aux officiers & soldats de son armée , dans laquelle sa majesté leur déclare qu'elle ne veut jamais employer les troupes que pour maintenir les loix , protéger ses sujets , & qu'elle desiroit d'améliorer le sort de l'armée.

Après ces préliminaires , M. de Mirabeau a fait le rapport des travaux du comité des *cinq* , pour la *déclaration des droits*. Il a présenté celle-ci comme un ouvrage d'autant plus difficile à faire , qu'il doit servir de préambule à une constitution qui n'est pas encore connue ; qu'il est destiné à un corps politique *déjà vieux* & subordonné à des influences locales ; qu'il faut fondre plusieurs projets de déclarations , & en extraire une , propre pour la nation qui s'est préparée à la liberté plutôt par les faits que par des raisonnemens ; le comité a cherché à exposer simplement des vérités politiques , à énoncer des axiômes évidens & féconds d'ou l'on verroit sortir toutes les parties de la constitution. Il a cru devoir garder un juste milieu , parce qu'en effet , en politique comme en morale , le bien se trouve entre les deux extrêmes. M. de Mirabeau a lu ensuite une déclaration composée de dix-neuf articles. Chacun énonce le principe & les conséquences naturelles qui en dérivent , mais il n'est pas possible après une simple lecture très-rapide , d'en donner une idée exacte. On l'imprime ; elle sera distribuée dans les bureaux ; alors nous nous empresserons de la faire connoître.

M. Bergasse s'est présenté ensuite pour rapporter les travaux du comité de constitution sur l'organisation du pouvoir judiciaire.

Juger , c'étoit , dans les mœurs de nos pères , la même chose que combattre ; mais autant les combats judiciaires étoient éloignés des formes actuelles de nos tribunaux , autant ceux-ci diffèrent du plan proposé par le comité , pour organiser le pouvoir judiciaire dans la constitution

française. M. Beréasse après avoir prouvé que le pouvoir judiciaire est celui qui influe le plus sur le bonheur ou le malheur des citoyens, & après démontré quelles sont les limites & l'étendue de celui qui convient le mieux à un peuple libre, a dit qu'il falloit l'organiser avec une prudence inquiète & des précautions scrupuleuses; il faut, disoit-il, une classe d'hommes chargés d'appliquer les loix, mais ceux-ci ne seront bien institués qu'autant qu'ils ne porteront aucune atteinte à la liberté civile & politique.

Il faut que le pouvoir judiciaire dépende de la nation.

Il seroit mal organisé, s'il dépendoit d'une autre volonté.

Il ne faut pas un grand nombre de magistrats, les compagnies puissantes sont dangereuses pour la liberté.

Il ne faut que les tribunaux reconnus nécessaires pour l'administration de la justice.

Le pouvoir judiciaire seroit mal organisé, s'il étoit la propriété d'un individu; un pouvoir public ne peut être la propriété de personne.

Il seroit mal organisé, si le peuple n'influoit sur le choix de ses juges.

Il seroit mal organisé, s'il n'étoit à la portée de tous les citoyens.

Il seroit mal organisé, si la justice n'étoit gratuitement rendue; c'est une dette de la société; celui qui n'a rien, doit pouvoir l'invoquer; un juge avare est l'esclave de celui qui paye & le tyran de celui qui ne peut pas payer.

Le pouvoir judiciaire seroit mal organisé, si l'instruction en matière civile & criminelle n'étoit pas publique; il faut environner le juge de l'opinion, cette puissance qu'on ne corrompt jamais.

Il seroit mal organisé, si le juge pouvoit interpréter & étendre la loi à son gré.

Il seroit mal organisé, si, en matière criminelle, les formes ôtoient la confiance à l'accusé. Elle naîtra si l'on distingue le magistrat qui décrète de celui qui juge; le magistrat qui applique la loi, de celui qui prononce sur la vérité de l'accusation.

Il seroit mal organisé, si les juges ne répondoient pas de leurs jugemens.

Il seroit mal organisé, si la loi ne fixoit ce qui appartient à la police, qui doit prévenir les crimes.

C'est d'après ces principes que M. Bergasse se résuinoit ainsi.

L'organisation & le changement du pouvoir judiciaire ne doivent dépendre que de la volonté de la nation. Il ne doit influencer en rien sur la puissance législative; il faut réduire le nombre des tribunaux à ceux qui sont rigoureusement nécessaires; les charges point vénales; le prince doit nommer les juges, & non pas les choisir; la justice rapprochée des justiciables, & gratuite; l'instruction également publique en matière civile & criminelle; point d'interprétation de la loi par les juges; les formes de l'instruction à charge & décharge en matière criminelle; l'établissement des jugemens par jurés; les juges de police amovibles & choisis par le peuple sans intervention du prince; tous les juges responsables de leur jugement.

Ces résultats sont développés dans la constitution du pouvoir judiciaire, divisée en quatre titre; le premier traite des tribunaux & des juges en général; il est composé de 12 articles. Le second traite des tribunaux & des juges en matière civile; il est composé du même nombre d'articles, parmi lesquels on a beaucoup applaudi à la sagesse du neuvième, qui prévient l'expression funeste des querelles domestiques dans les tribunaux. Il paroît, d'après ce titre de la constitution, que chaque province aura une cour suprême de justice & des tribunaux de districts: des juges de paix

feront répandus dans les campagnes , & jugeront souverainement jusqu'à cinquante livres , les tribunaux du second ordre jusqu'à deux mille livres , & toute partie pourra plaider sa cause.

Il y aura dans chaque tribunal un bureau de jurisconsultes pour la défense des pauvres ; tout citoyen indigent pourra faire plaider sa cause par l'avocat général ou l'avocat du roi ; les formes du code civil seront simplifiées.

Le titre trois , traite des juges en matière criminelle , il est composé de 23 articles ; on doit remarquer avec intérêt les vifs applaudissemens qu'on a donnés à l'article dix-neuf , qui porte que la mort simple doit être la plus grande peine : il est temps que la loi françoise cesse d'effrayer par des supplices raffinés.

Le titre quatre parle des juges de police.

Le titre cinq a trait à l'élection & à la nomination des juges ; nul ne pourra l'être avant trente ans.

M. Bergasse , après avoir peint avec énergie l'état actuel du royaume , où la palme de la liberté ne s'élève , disoit-il , que couverte de sang & de pleurs , a cru devoir porter un tribut d'éloges au patriotisme des magistrats : il a ajouté que les tribunaux ne pouvant rien par eux-mêmes , mais seulement par l'opinion , il falloit leur rendre toute leur énergie & leur activité.

L'assemblée a ordonné l'impression de cet ouvrage & la distribution dans les bureaux.

Le rapport des comités étant fini , M. le baron de Marguerites a dit que plusieurs gentilshommes de Bretagne , arrêtés par les milices nationales , conduits à Nantes & à Saint-Malo , & quelques uns détenus dans les châteaux de ces deux villes , avoient écrit à l'assemblée pour réclamer leur liberté ; qu'en même-temps les membres des comités d'administration provisoire de Nantes & de Saint-Malo ,

avoient adressés à l'assemblée les interrogatoires des gentilshommes détenus, & demandoient à l'assemblée nationale de régler la conduite que lesdits comités devoient tenir dans une circonstance vraiment délicate, même pour les gentilshommes détenus.

L'assemblée a délibéré de suivre la marche adoptée par elle dans des circonstances semblables; & qu'en conséquence, l'affaire seroit renvoyée au ministre, & que M. le président communiqueroit ce renvoi aux membres des comités permanens de Nantes & de Saint-Malo, en leur annonçant que l'opinion de l'assemblée étoit que, les gentilshommes détenus, devoient être libres de se rendre où bon leur sembleroit.

M. le baron de Marguerittes a fait de suite lecture d'une lettre signée au nom de MM. les gentilshommes Bretons, actuellement à Brest, par MM. les officiers de l'artillerie du génie des régimens de Normandie & de Beauce; & par le commandant en second de la marine; dans cette lettre, MM. les gentilshommes bretons se plaignent amèrement du soupçon injurieux que l'on voudroit répandre sur la noblesse de la province, relativement au complot formé contre le port de Brest, d'après la réponse vague de M. l'ambassadeur d'Angleterre, ils ajoutent que de pareils bruits ne sont propres qu'à semer la défiance & la division entre les diverses classes des citoyens d'une grande province, ainsi qu'à donner lieu à des actes repréhensibles, également contraires à la liberté individuelle, à l'ordre public, & à l'honneur national; qu'en conséquence, il est urgent d'engager M. le duc de Dorset à donner des renseignemens plus précis relativement au complot qui a, dit-on, menacé le port de Brest, afin que, s'il est avéré qu'aucun gentilhomme Breton ne s'est rendu coupable de cette trahison, un témoignage public anéantisse promptement les effets de la calomnie, & afin aussi que si quelque gentilhomme se trouve con-

vaincu d'avoir trempé dans ce complot criminel , son nom soit voué à l'exécration publique , la noblesse n'ayant rien de plus à cœur , que d'appeller sur la tête du coupable , la vengeance des loix.

Une lettre dattée de Rennes , signée par les commissaires des états de Bretagne , témoigne les mêmes sentimens & annonce qu'ils ont cru se devoir à eux-mêmes & à leurs concitoyens d'exciter les recherches de tous ceux qui pourroient concourir à dévoiler une trame aussi odieuse ; & qu'ils se sont adressés à cet effet à MM. les comtes de Montmorin & de saint-Priest ministres du roi , ainsi qu'à M. le comte de Thiars , commandant en chef en Bretagne.

L'assemblée , après une longue discussion , a cru qu'il n'y avoit lieu de délibérer , & il a été arrêté que M. le président communiqueroit en réponse cette décision , tant à MM. les commissaires des états de Bretagne , qu'à MM. les gentilshommes Bretons , actuellement à Brest.

A V I S.

N. B. MM. les souscripteurs , dont l'abonnement finit au soixantième numéro , sont priés de renouveler ; à Paris chez CUSSAC , libraire , N^{os}. 7 & 8 , au Palais-Royal , & chez les principaux Libraires de l'Europe.

Le prix de chaque abonnement , de 30 numéros , est de 6 liv. pour Paris , & de 7 liv. 10 s. franc de port dans tout le royaume ; on est prié d'affranchir le port des lettres & de l'argent , sans cette précaution les lettres ne feroient pas reçues.

(156)

HOTEL-DE-VILLE DE PARIS.

COMITÉ PROVISOIRE.

Permis à la Poste de faire passer dans la province le Journal intitulé : *Point du Jour*, à la charge que les exemplaires porteront le nom de l'Imprimeur. A Paris, ce 27 juillet 1789. Signés PITRA, BOURRÉE DE COURBERON, LEVACHER DE LA TERRINIÈRE.

De l'imprimerie de BALLARD, Imprimeur du Roi,
rue des Mathurins.